

HALTE A LA DOMINATION SIONISTE EN PALESTINE

Depuis 1993, les gouvernements israéliens ont tout fait pour empêcher la traduction dans les faits des accords d'Oslo. Le gouvernement actuel veut masquer ses véritables objectifs par l'invocation de la lutte contre le terrorisme. Il accélère la mise en œuvre des projets sionistes de toujours: établir un Etat sioniste s'étendant au-delà de la rivière Jordan.

La riposte est nécessaire face aux menées guerrières

David Ben Gourion durant une réunion à l'époque de la guerre de 1948: *"En ce qui concerne la Galilée, M. Sharett vous a déjà dit qu'environ 100 000 Arabes vivent encore à l'heure actuelle dans la poche de Galilée. Supposons qu'une guerre éclate. Alors nous serons en mesure de nettoyer la totalité de la région de Galilée centrale, y compris tous ses réfugiés, d'un seul coup. A ce propos permettez-moi de mentionner quelques médiateurs qui of-*

fraient de nous donner la Galilée sans guerre. Ce qu'ils voulaient dire, c'était la Galilée avec sa population. Ils ne nous ont pas offert la Galilée vide, que nous pourrions obtenir uniquement au moyen d'une guerre." (Voir Washington Report On Middle East Affairs, septembre 1999.)

Yitzhak Tabenkin, un dirigeant historique du mouvement de kibboutz, et ultérieurement l'un des fondateurs du Mouvement pour le Grand Israël, dans son journal per-

de Sharon. **Or ce qui est en cause, c'est le sionisme en tant que tel, en tant qu'idéologie et politique fasciste, raciste et expansionniste.** Sharon exhibe le visage de l'extrême droite sioniste. Mais, sans même parler de la complicité hypocrite du travailliste Shimon Pérès, le fait est que le sionisme a été historiquement porté en premier lieu par les "socialistes", à commencer par Ben Gourion.

sonnel: *"Les idéaux de Hitler qui me plaisent: homogénéité ethnique, la possibilité d'échanges de minorités ethniques; les transferts de groupes ethniques au nom d'un ordre international qui à mon sens forment un avenir particulièrement valable."* (Voir Washington Report...)

Rehavam Zeevi, avocat de la politique de transfert, ministre de Sharon tué dans un attentat, bien qu'étant réputé comme politicien d'extrême droite, vient lui aussi du mou-

vement travailliste. Autrefois, au sein du Palmach, unité armée de choc créée en 1941, il côtoyait Yitzhak Rabin.

Ehoud Barak, ex-premier ministre travailliste se situe dans la même tradition. Lorsqu'en 1988 les sionistes attaquèrent le quartier général de l'OLP a Tunis, assassinant l'un des dirigeants du Fatah, Khalil al-Wazir (Abou Jihad), Barak dirigeait l'opération. (Information parue dans le journal Maariv, voir Associated Press, 4/7/1997.)

L'aspiration du peuple palestinien à un Etat propre, fût-ce dans une partie réduite du territoire national aux côtés d'Israël, est fondée. **Mais une telle perspective peut être valable uniquement en tant que transition vers la destruction de l'appareil d'Etat sioniste qui par définition est édifié sur l'oppression, l'expulsion voire l'anéantissement du peuple palestinien, à l'intérieur et à l'extérieur.**

Bien entendu, la lutte du peuple palestinien ne s'affronte pas seulement à Israël. **Aujourd'hui, comme tout au long du siècle dernier, toute lutte de libération nationale se heurte au système impérialiste capitaliste, qui fait tout pour se maintenir en place.** Dans ce contexte, les appels à la paix, du point de vue

des forces impérialistes - qu'il s'agisse d'Israël, des Etats-Unis d'Amérique ou encore de l'Europe - visent à proscrire toute résistance à leur domination, tandis que les impérialistes eux-mêmes n'hésitent jamais à stigmatiser des ennemis qu'il faut selon eux combattre dans l'intérêt des "forces du bien" opposées aux "forces du mal". Ce ne sont que des discours mensongers pour camoufler les racines des entreprises militaires à échelle locale, régionale ou mondiale, déclenchées continuellement par les impérialistes.

6/4/2002

Un Collectif de militants anti-impérialistes

SOUTIEN A LA RESISTANCE DU PEUPLE PALESTINIEN CONTRE L'OCCUPATION

MANIFESTATION

aujourd'hui, samedi 6 avril 2002, à 15 heures,
de la place Denfert-Rochereau à la place de la Bastille

à l'appel de nombreuses organisations politiques et syndicales, françaises, arabes et juives, dont: Association des Marocains en France (AMF), Association des Palestiniens en France (APF), Association des travailleurs maghrébins en France (ATMF), Association des Tunisiens en France (ATF), Fatah-France, Union générale des étudiants de Palestine (GUPS-France) Union juive française pour la paix (UJFP), Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT)